La question migratoire

Entretien avec Catherine Wihtol de Wenden, propos recueillis par
Brahim Azaoui

Catherine Wihtol de Wenden et Brahim Azaoui

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsvives/4127>

DOI : 10.4000/questionsvives.4127

ISSN : 1775-433X

Éditeur

Université Aix-Marseille (AMU)

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2019

ISBN : 978-2-912643-56-8

ISSN : 1635-4079

Référence électronique

Catherine Wihtol de Wenden et Brahim Azaoui, « La question migratoire », *Questions Vives* [En ligne], N° 32 | 2019, mis en ligne le 30 octobre 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsvives/4127> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsvives.4127>

Ce document a été généré automatiquement le 25 janvier 2021.

Questions Vives est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La question migratoire

Entretien avec Catherine Wihtol de Wenden, propos recueillis par
Brahim Azaoui

Catherine Wihtol de Wenden et Brahim Azaoui

Vous étudiez la question migratoire depuis une trentaine d'années. Qu'est-ce qui vous a amenée à ce sujet ?

- 1 C'est une histoire familiale. Mon arrière-grand-père paternel est originaire de Wenden près de Riga en Lettonie (aujourd'hui Cesis) qui faisait alors partie de la Russie. Après avoir vécu quelques années en France, il part travailler en Amérique latine. Mon grand-père, fils de ce dernier, élevé en Uruguay au collège allemand, puis rentré en France, part à nouveau pour l'Uruguay une fois libéré de ses obligations militaires (la guerre de 1914-1918) à l'égard de la Russie. Il travaille pour le compte d'une entreprise française en Uruguay dont il obtient la nationalité, puis en Argentine. Après la crise de 1929, il s'établira définitivement en France. Ma famille maternelle est originaire d'Alsace et s'est installée en Savoie après la guerre de 1870.
- 2 Après un doctorat de troisième cycle, qui avait pour titre « L'univers politique des immigrés dans le département de l'Aisne », j'entre au CNRS en 1980, et soutiens mon doctorat d'État sous la direction de Georges Lavau « Les immigrés et la politique », en 1986. J'intègre alors le CERI.
- 3 Après la chute du mur de Berlin, je travaille sur les migrations Est-Ouest avec des chercheurs français, allemands, autrichiens, polonais et russes. Je dirige avec Bertrand Badie (1994) un ouvrage collectif « Le défi migratoire, question de relations internationales » et multiplie les livres sur les phénomènes de migration et de citoyenneté, notamment en Europe. À partir des années 2000, j'élargis mes recherches à la mondialisation des flux migratoires, un sujet stratégique.

Comment a évolué la migration internationale en France depuis la « crise migratoire » de 2015 ? Quelles ont été les spécificités de la migration vers la France par rapport à la Grèce, l'Italie ou l'Espagne qui ont été en première ligne des flux de migrants ?

- 4 L'année 2015, avec l'arrivée de 1,2 millions de demandeurs d'asile dans l'Union européenne, a ébranlé le dispositif européen de la politique d'immigration et d'asile au point de remettre en cause les valeurs fondamentales de l'Union européenne de respect des droits de l'homme et de partage du « fardeau ». La crise syrienne a provoqué sept millions de migrations internes et cinq millions de réfugiés internationaux. Dès l'été 2015, l'image télévisuelle d'une invasion a frappé les esprits, car beaucoup de postes frontières européens ont été fermés sur la route des Balkans, après l'arrivée des Syriens sur les îles grecques proches de la Turquie (Lesbos, Kos, Samos). Successivement, les pays européens ont édifié des frontières (Grèce/Turquie, Macédoine/Grèce, Bulgarie/Grèce, Hongrie/Serbie), y compris quand il s'agissait de frontières internes de l'Union européenne (France/Italie). Pour faire face à l'afflux de nouveaux venus, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker a appelé les pays de l'Union à se partager des quotas de réfugiés en fonction de la richesse de chaque pays et de la taille de sa population. C'est l'Allemagne qui, de loin, en a accueilli le plus, depuis qu'Angela Merkel a annoncé dès septembre 2015 que l'Allemagne était prête à accueillir 800 000 demandeurs d'asile. Elle en a accueilli plus d'un million depuis. Certains pays d'Europe centrale et orientale, comme la Hongrie, la République tchèque, la Pologne ont refusé d'appliquer les quotas d'accueil proposés par M. Juncker, au nom de leur souci de préserver l'homogénéité culturelle de leur pays, dans un contexte de montée des extrêmes droites. D'autres, comme la France, ont accepté la répartition proposée par Bruxelles, bien qu'ils aient reçu beaucoup moins de candidats à l'asile que prévu. Le principe de solidarité, inscrit dans le traité de Lisbonne de 2007, a alors volé en éclats et la politique européenne de l'immigration et de l'asile a été marquée par un renforcement du souverainisme dans les pays européens face à la communautarisation des politiques de flux initialement introduite par le traité d'Amsterdam de 1997. Une crise de confiance s'est ajoutée à la crise de solidarité, entre l'Union européenne et les États de l'Union. C'est l'Allemagne, suivie par la Suède et l'Autriche qui ont accordé le plus de protection aux demandeurs d'asile, la France se situant, malgré une progression des taux d'acceptation comme réfugiés (dépassant 40 %) en-dessous de la moyenne européenne. Il convient de faire une place particulière à l'Italie qui a mené seule une politique de sauvetage soutenue, constatant qu'elle était abandonnée par les pays européens, en montant l'opération Mare Nostrum en 2013 (qui a sauvé près de 150 000 personnes en un an).
- 5 Pour alléger la charge de la Grèce dans l'accueil des réfugiés, l'Allemagne a conçu un accord européen en mars 2016 avec la Turquie qui stipule le versement de six milliards d'euros pour le maintien sur son territoire des réfugiés syriens (mais aussi irakiens, afghans). Un échange de 72 000 Syriens a été prévu, entre la Turquie et l'Union européenne car la Turquie, signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés de 1951, n'a pas étendu le bénéfice du statut aux non-Européens tout en accordant un séjour d'un an renouvelable et l'accès au travail aux Syriens. Elle joue son image à

l'égard de l'Europe dans cette mission, de même que l'Allemagne a effacé aux yeux de la Grèce, avec l'accord, sa réputation de pays « dur » sur la dette grecque, une sorte de « soft » diplomatie menée par la Turquie et l'Allemagne par migrants interposés. Malgré cet épisode, les accords de Dublin n'ont pas été modifiés (notamment le système de renvoi vers les pays de première arrivée pour l'asile, dit « one stop, one shop »), ce qui conduit à faire peser sur les pays aux portes de l'Europe, comme ceux d'Europe du sud, l'essentiel de la charge.

- 6 Dans cette crise, la France a toujours été une destination seconde par rapport à l'Allemagne ou à d'autres pays européens comme la Suède. En pourcentage de sa population, elle se situe au 17^e rang sur 28 pour l'accueil des demandeurs d'asile en Europe. Son chiffre d'entrées est stable, avec 250 000 entrées légales par an, l'essentiel étant constitué par le regroupement familial. Mais la demande d'asile a beaucoup augmenté après la crise de 2015, du fait des demandes de réouverture de dossiers de déboutés en Allemagne. Ainsi, la France a reçu 100 000 demandes d'asile en 2017 (avec un taux de reconnaissance de l'asile de 43 %) et 122 000 en 2018, avec de nouveaux profils de demandeurs d'asile, venus d'Albanie ou de Géorgie.
- 7 La France a reçu davantage de « flux mixtes » provenant d'Afrique sub-saharienne, du fait de leur connaissance du français et parfois de liens familiaux avec des compatriotes en France, d'où un taux de refus plus élevé qu'en Allemagne pour l'asile car ils ne venaient pas de pays en guerre alors que l'Allemagne a surtout accueilli des Syriens. Mais du fait de sa position géographique face au Royaume-Uni, la France a aussi reçu des arrivées d'Afghans, d'Irakiens, d'Africains anglophones désireux de passer au Royaume-Uni.

Ces migrations ne sont pas sans avoir d'impact sur les représentations des Européens vis-à-vis des migrants, mais aussi des migrants entre eux et vis-à-vis des Européens. Que sait-on sur ces représentations ?

- 8 Les représentations dépendent de multiples facteurs : l'influence de l'extrême droite qui a diffusé son prêt-à-penser sur les migrations depuis plus de 30 ans, en France et en Europe, les crises dans les banlieues, le terrorisme islamiste, la présence de « pieds noirs » anciens d'Algérie, dans le sud de la France, le passé colonial... mais surtout le chômage. Ce ne sont pas les régions où il y a le plus d'immigrés qui sont les plus touchées par le vote d'extrême droite, mais des régions parfois sans immigrés où la peur de l'immigration est la plus forte.
- 9 Les Sub-sahariens dénoncent parfois le racisme des « Arabes » à leur égard, les Européens sont parfois très hostiles à l'égard des populations d'Afrique du Nord et d'Afrique sub-saharienne. Certains ferment la porte derrière eux dans leurs discours anti-immigrés. Mais la cohabitation dans les logements sociaux peut aussi favoriser l'entraide, même si des clans ethniques apparaissent aussi entre jeunes dans les banlieues.

Pour finir, en quelques mots, quels défis sont à relever, selon vous, pour l'insertion scolaire et sociale des migrants en France ?

- 10 Les défis à relever sont à la fois la bonne scolarisation dans les quartiers défavorisés, le logement permettant à ceux qui le souhaitent et le peuvent de sortir de quartiers-ghettos, la lutte contre les discriminations à l'embauche pour les jeunes, la réinsertion dans le monde du travail chez ceux qui ont décroché de l'école et de l'insertion professionnelle, le dialogue entre les populations à travers la vie associative et sportive et la lutte contre les dérives sectaires d'origine religieuse.

Références bibliographique indicative de l'auteure

- 11 Badie, B. & Wihtol de Wenden, C. (1994). *Le défi migratoire, question de relations internationales*. Paris : Presses de la FNSP.
- 12 Schmoll, C., Thiollet, H. & Wihtol de Wenden, C. (2015). *Migrations en Méditerranée : Permanences et mutations à l'heure des révolutions et des crises*. Paris : CNRS Éditions.
- 13 Wihtol de Wenden, C. (2019). *Un monde de migrants*. Paris : CNRS Éditions.
- 14 Wihtol de Wenden, C. (2013). *La Question migratoire au XXI^e siècle. Migrants, réfugiés et relations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po.
- 15 Wihtol de Wenden, C. (2013). *Atlas des migrations : Un équilibre mondial à inventer*. Paris : Autrement.
- 16 Wihtol de Wenden, C. (2001). Un essai de typologie des nouvelles mobilités. *Hommes et Migrations*, (1233), 5-12.
-

AUTEURS

CATHERINE WIHTOL DE WENDEN

Directrice de recherches au CNRS, politologue et juriste, rattachée au CERI (Centre de recherches internationales de Sciences-po), spécialiste des migrations internationales.

BRAHIM AZAOUI

MCF sciences du langage, LIRDEF, Univ de Montpellier, Univ Paul Valéry Montpellier 3, Montpellier, France